

**CAHIER
DETACHABLE**

LES AFFAIRES

Le No 1 de la finance et de l'économie au Québec

MONTRÉAL, SAMEDI LE 24 NOVEMBRE 1990

CAHIER B 12 PAGES

Alouette donne un nouvel air d'aller à Sept-Îles

Le tout Sept-Îles a vu un de ses vieux rêves exaucé quand le gouvernement du Québec a regroupé dans un consortium des investisseurs de cinq pays, il y a un peu plus d'un an, pour développer l'aluminerie Alouette.

Avec ce projet gigantesque, cette ville, jusque-là mono-industrielle, centrée sur le minerai de fer, deviendra bi-industrielle. Aujourd'hui, les agents économiques de Sept-Îles poursuivent leurs efforts pour que cette diversification s'amplifie.

« Il ne faut pas s'endormir sur le projet Alouette », clame Jean-Marc Dion, maire de Sept-Îles. Ce petit homme d'âge mûr, qui dirige les destinées de la ville depuis 1973, a étonné tout son monde lorsque des hommes d'affaires d'Europe et d'Asie, partenaires avec la Société générale de financement dans l'aluminerie, ont établi des rapports avec la municipalité.

C'est que, monsieur le maire parle japonais ! Directeur d'une école au pays du soleil levant pendant sept ans alors qu'il revêtait la soutane, il a ébahi ses interlocuteurs nippons lorsqu'il s'est adressé à eux directement dans leur langue. « On a vu les industriels japonais desserrer leur cravate et sortir de leur réserve habituelle tellement ils se sont sentis à l'aise de dialoguer sans interprètes », ont raconté aux AFFAIRES des témoins de cet événement.

D'autres projets avec les Japonais

Il n'est donc pas étonnant que M. Dion affirme maintenant examiner des projets de transport d'hydrogène liquide avec des industriels nippons (lire page B-9).

« Les membres du consortium Alouette sont pour nous des points de contact avec autant de pays et nous allons tenter de capitaliser là-dessus », nous a d'ailleurs confirmé le commissaire industriel de l'endroit, Gilles Dechamplain.

Ce dernier et d'autres intervenants locaux insistent sur la combinaison des trois P pour clamer au reste du monde que Sept-Îles est l'endroit par excellence pour les affaires. Les trois P sont port, power, pour la présence du poste Arnaud d'Hydro-Québec et de ses trois lignes de distribution électrique, et people, pour la disponibilité de la main-d'oeuvre. Cette main-d'oeuvre risque cependant de se raréfier d'ici peu (lire page B-8).

SEPT-ÎLES ÉCHAPPE À LA RÉCESSION

« Alouette, gentille Alouette », chante-t-on dans les rues de Sept-Îles, capitale de la Côte-Nord. Le coeur est à la fête. Les retombées du méga projet d'aluminerie sont telles que les griffes de la récession n'arrivent pas à égratigner la ville portuaire.



Une population jeune

Par ailleurs, la fuite de plus de 5 000 résidents au cours de la précédente décennie, suite à l'effondrement du marché du fer (lire page B-10 et B-11), ramenant la population à la barre des 25 000, est aujourd'hui endiguée. Avec Alouette et le pouvoir d'attraction de l'aluminerie, la marque des 30 000 devrait être repassée d'ici trois à quatre ans.

De plus, la population actuelle de Sept-Îles est jeune : 77 % des citoyens ont moins de 45 ans. On est d'ailleurs fier de dire qu'elle a donné d'excellents joueurs de hockey tels Guy Carbonneau et Steve Duchesne.

Il faut rappeler que, en 1950, 2 000 personnes seulement, des pêcheurs surtout, peuplaient ce coin de la Basse Côte-Nord. Les choses ont bien évolué depuis, notamment au niveau de la consommation.

En fait, la population de Sept-Îles consomme beaucoup. Par habitant, les ventes au détail atteignent 8 400 \$ en 1989 contre 7 000 \$ pour le Québécois moyen. Il est vrai qu'on y a les moyens de consommer (quand on n'est pas sur le chômage). C'est en effet à Sept-Îles que le salaire hebdomadaire moyen est le plus élevé dans la province : 588,44 \$, bien loin devant Montréal avec 486,11 \$.

Par ailleurs, la population de Sept-Îles n'a pas peur des distances quand il s'agit de se déplacer. « Curieusement, cependant, comme les Septiliens ont tous les services à portée de la main en ville, ils n'arrêtaient pas de dire que l'aéroport, pourtant à une dizaine de minutes de route, est trop éloigné... », a raconté Alain Bastarache, directeur de l'aéroport régional (lire page B-4). C'est aussi une population chaleureuse, a constaté Michel Fortin, gérant d'une succursale de la Banque Nationale (Mtl, 7,75 \$), à son arrivée à Sept-Îles, en 1988. « Tout le monde se parle », a-t-il expliqué.

LE CHANTIER D'ALOUETTE FOURMILLE DE TRAVAILLEURS

Ils sont déjà 1 200. Ils seront 2 000 en période de pointe. Les demandes d'emploi affluent. pp. B-2,3

PÉNURIE DE MAIN-D'OEUVRE QUALIFIÉE EN 1991-1992

Les entrepreneurs s'inquiètent. On met sur pied des cours de formation. p. B-8

REPRISE DE L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL APRÈS 10 ANS DE CRISE

Le prix des maisons grimpe en flèche. Une pénurie de logements pointe à l'horizon. p. B-6



Une ville morte ?

Les Septiliens rongent leur frein devant les images et les quand-dira-t-on qui sont véhiculés à l'extérieur de la région au sujet de leur ville. On est surtout piqué au vif quand on entend dire que Sept-Îles est une ville morte.

Aujourd'hui, c'est le match revanche avec la province. L'économie s'appête à rouler à plein gaz alors qu'ailleurs la récession commence à frapper.

« Notre ralentissement économique a duré 10 ans. En 1985, nous avions 32 % de sans-emploi en comptant les bénéficiaires du bien-être social. Aujourd'hui, le chômage est réduit de moitié et son taux gravite autour de 12 % », a indiqué aux AFFAIRES Gilles Cossette, président de la Corporation de promotion industrielle et commerciale, espérant que l'essor économique s'étendra aussi sur une période d'au moins 10 ans.

La prudence a toutefois succédé au fol emballement de la période qui a suivi l'annonce de l'installation de l'aluminerie Alouette. C'est que, au printemps, la communauté a reçu un choc. Le projet, même s'il était entamé, a failli avorter (lire page B-2 et B-3). On évite depuis de prononcer des phrases trop à l'emporte-pièce. Le caractère des Septiliens change...

RAYMOND PRINCE

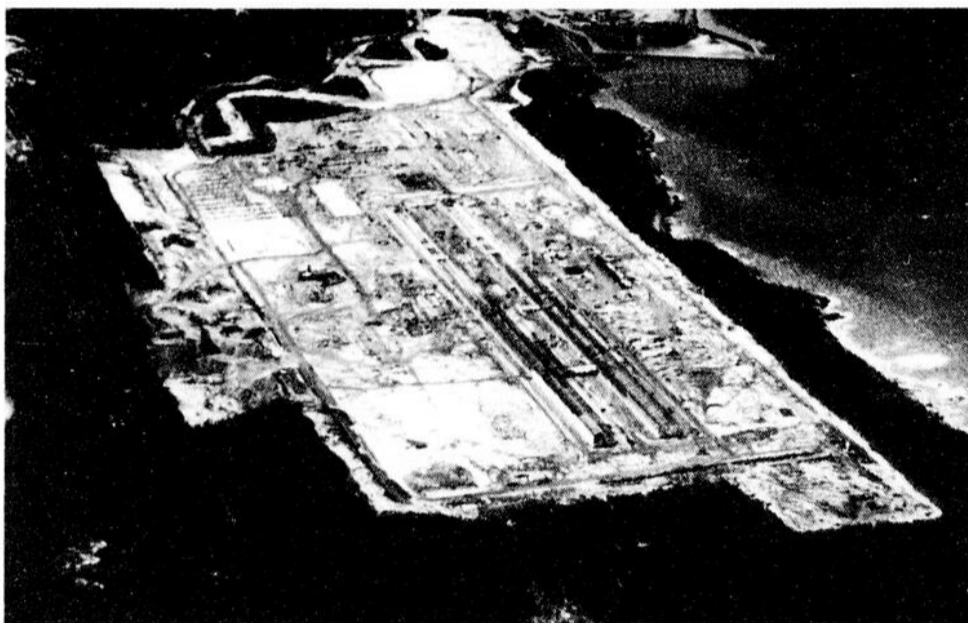
On a déjà reçu 2 000 demandes d'emploi de tous les coins du Québec

Alouette a sonné le réveil chez les exilés de

« Sans avoir sollicité de candidatures pour les postes qui s'ouvriront ici, nous avons déjà reçu 2 000 demandes de la part de travailleurs de tous les coins du Québec. Sur ce nombre, on remarque qu'entre 75 et 85 % sont de la région ou ont des liens avec des gens de la région », a indiqué aux AFFAIRES Alain Bergeron, porte-parole de l'aluminerie Alouette.

« À compétence égale, a-t-il dit, nous favoriserons les gens de Sept-Îles ou les anciens travailleurs de Sept-Îles. »

Lui-même est revenu à Sept-Îles, à l'âge de 25 ans, après sept ans d'exil, avec un diplôme de relations industrielles en poche. « Si



En période de pointe, le chantier de construction de l'aluminerie Alouette sera quadrillé par quelque 2 000 ouvriers.

Alouette n'existait pas, quel travail voudriez-vous que je fasse avec ce genre d'études à Sept-Îles ? »

Actuellement, 80 employés permanents ont été engagés, formant 65 à 70 % des besoins définitifs en personnel administratif. Ces employés se partagent entre le bureau de la Place Ville-Marie, à Montréal, ouvert en janvier 1990, et celui de Sept-Îles, dans l'Edifice Laure, à côté du centre commercial Place de Ville. À ce dernier endroit, la plupart des employés sont originaires de Sept-Îles.

« C'est au printemps et à la fin de l'été 1991 qu'on connaîtra les périodes de pointe dans l'embauche des travailleurs qui seront affectés aux opérations de l'aluminerie. Bien que la première tonne d'aluminium ne sera pas coulée avant juin 1992, nous devons former le personnel, le roder à ses tâches et produire des anodes », de préciser M. Bergeron, ex-hockeyeur qui appartenait aux défunts Remparts de Québec dans la ligue de hockey junior majeur du Québec. Au moment de l'entrevue, il portait d'ailleurs un sparadrap à la main droite, séquelle d'une blessure subie la veille, lors d'un match... amical.

veaux employés de l'usine sera engagé, le chantier de construction, à Pointe-Noire, le secteur de Sept-Îles choisi par Alouette pour profiter le plus avantageusement des eaux profondes du littoral, sera quadrillé par quelque 2 000 ouvriers.

« Ils sont actuellement 1 200 à s'y activer et il n'y aura pas d'interruption pour l'hiver. Déjà près de 25 % du travail est réalisé. Les murs et les toitures du hall d'électrolyse sont érigés, les fondations de la section carbone et des annexes d'électrolyse sont complétées. »

Les contrats pour la construction de l'aluminerie ont été octroyés à travers le monde, mais, selon M. Bergeron, 50 M\$ sur le total de 500 M\$ déjà accordés l'ont été à des entreprises de Sept-Îles. Bechtel et Lavalin sont les maîtres-d'oeuvre des travaux.

« Nous avons aussi l'intention d'allouer au minimum 30 % des activités d'entretien, une fois le complexe bâti, à des firmes d'ici », d'ajouter M. Bergeron.

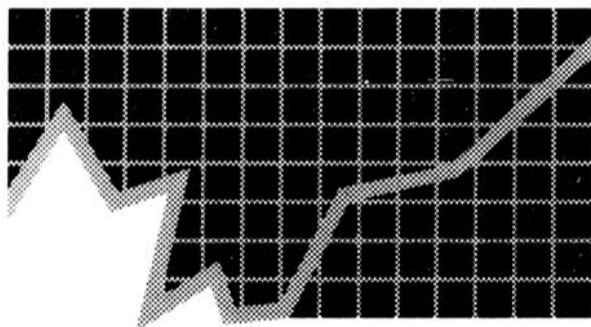
**Emplois créés :
600 directs, au
moins 1 200
indirects**

Les 600 postes permanents de l'aluminerie devraient générer au moins le double en emplois indirects. Le commissaire industriel de l'endroit parle d'un total

**Quelque 2 000
ouvriers sur le
chantier**

Au moment où le plus gros contingent des nou-

L'OUTIL DE VOTRE ESSOR



En matière de développement régional, il faut des outils adaptés aux particularités de chaque région.

Développement régional (Québec), partie intégrante d'Industrie, Sciences et Technologie Canada, administre une gamme de programmes d'aide financière répondant aux besoins des entreprises et des organismes régionaux. Ces programmes peuvent appuyer entre autres des projets :

- d'établissement, d'expansion ou de modernisation d'entreprises;

- de développement, d'acquisition ou d'intégration de nouvelles technologies;
- de recherche et de développement;
- de développement touristique et industriel.

Développement régional (Québec) donne également accès aux services d'aide technologique et sectorielle d'Industrie, Sciences et Technologie Canada, dans chacune des régions du Québec.

Développement régional (Québec), l'outil qui peut assurer l'essor de votre entreprise.



**Développement
régional
(Québec)**

**Regional
Development
(Québec)**

SEPT-ÎLES

701, boulevard Laure, casier postal 698
Sept-Îles (Québec) G4R 4K9
(418) 968-3426 1 800 463-1707



**UNE
ORGANISATION
DIGNE DE VOTRE SOUTIEN**

**Pour toute information, contactez:
La Chambre de commerce
de Sept-Îles**

700, boul. Laure, bureau 4
Sept-Îles (Québec)
G4R 1Y1
(418) 968-3488
Télécopieur: (418) 968-3432

Sept-Îles

Une culture québécoise... malgré tout

Une petite devinette : qu'est-ce que donne une alliance d'entreprises d'Autriche (Austria Metal), de Hollande (Hoogovens Aluminium), d'Allemagne (VAW Metal), du Japon (Marubeni et Kobe Steel) et du Québec (Société générale de financement) ?

« Cela donne une culture québécoise, même si la technologie est empruntée au Français et que, dans notre cas, le savoir-faire est allemand, a répondu aux AFFAIRES Alain Bergeron, directeur des affaires publiques de l'aluminerie Alouette. Nous, les Québécois, avons une bonne réputation pour l'exploitation des alumineries. Nous avons fait nos preuves. »

Par ailleurs, M. Bergeron n'aime pas s'étendre sur les difficultés qu'a rencontrées le projet depuis son avènement. On sait que la rencontre d'une poche d'argile que les sondages de terrain n'avaient pas

décelés a retardé l'excavation.

Frôlé l'avortement

En outre, le projet a failli avorter le printemps dernier et, finalement, seuls 100 M\$ du budget initial de 1,5 milliard \$ ont été retranchés.

« Dans la première phase, nous produirons quelque 215 000 tonnes métriques d'aluminium annuellement. Le consortium décidera d'ici un an ou deux s'il va de l'avant avec une deuxième phase qui aurait pour résultat de doubler le nombre de cuves et ainsi la production totale. Dans ce cas, j'imagine que les coûts seraient de l'ordre de 800 à 900 M\$ », estime M. Bergeron.

À Sept-Îles, on ne doute pas que la deuxième phase sera réalisée. On s'appuie sur le fait que le terrain nécessaire à cette seconde étape a déjà été dynamité et ratissé.

de 2 000 nouveaux emplois.

« Ce qui est sûr, c'est que l'impact d'une aluminerie est moins grand que celui d'un bâtiment minier de la même taille », d'expliquer aux AFFAIRES Gilles Dechamplain.

Les Septiliens devront, en outre, s'habituer à la présence d'un petit nombre d'Allemands qui occuperont des postes de direction.

« Ils seront parmi nous pour trois à sept ans et, à leur départ, des Québécois prendront leur place », a assuré Alain Bergeron.

Pour bien démontrer aux résidents locaux qu'Alouette a à cœur de prendre certains engagements envers la communauté, un appel a été

lancé aux écoliers pour que ceux-ci suggèrent un agencement de couleurs pour les murs extérieurs du bâtiment.

Cinq choix respectant l'utilisation des trois couleurs identifiant l'entreprise, le blanc, le bleu et le gris, ont été transmis aux architectes.

Certains détails physiques ont même été retouchés à la lumière des esquisses des jeunes étudiants du secondaire.

« Après tout, ce sont les citoyens qui auront constamment à la vue notre complexe industriel », de conclure M. Bergeron.

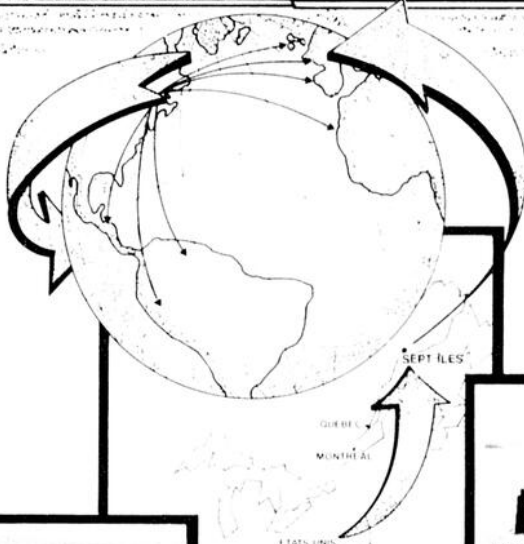
RAYMOND PRINCE

LE PORT DE SEPT-ÎLES



Port de Sept-Îles
Port of Sept-Îles

NOUS TRANSPORTONS LES MONTAGNES



- port en eau profonde ouvert à l'année longue
- terrains et installations dévolus au développement industrialo-portuaire
- manutention de produits en vrac et transbordements de navire à navire
- rampe RoRo, grues de levage lourd et équipements divers

Pour information contacter
port de Sept-Îles
tel. (418) 968-1231
beilno. (418) 962-4445

membre de

Ports Canada

a member of

À Sept-Îles, la Compagnie minière IOC c'est...



- Une main-d'oeuvre de 890 employés
- Des expéditions de 15 000 000 tonnes
- Le chargement de 230 navires

- Des dépenses de 162 000 000 \$ au Québec
- Des exportations vers 10 pays répartis sur 3 continents

Notre mission est d'être le fournisseur de produits de minerai de fer de qualité le plus compétitif au monde.

Pour sortir de l'impasse financière

L'aéroport régional de Sept-Îles vise le marché

« En 1989, les dépenses d'exploitation de l'aéroport ont atteint 2,8 M\$ et les revenus n'ont été que de 800 000 \$ », a tristement avoué aux AFFAIRES le directeur de l'aéroport régional de Sept-Îles, Alain Bastarache. Ceci laisse un déficit net de 2 M\$ qu'a absorbé **Transports Canada**. L'aéroport vise maintenant le marché des escales techniques.

L'endroit, plaque tournante du trafic aérien à destination du Grand-Nord canadien, ne sera vraisemblablement jamais rentable. Les seules opérations de déneigement des pistes entraînent annuellement une lourde

facture. Déjà, trois récentes tempêtes avaient nécessité le branle-bas de combat habituel, le 8 novembre dernier, lorsque LES AFFAIRES a rencontré M. Bastarache à ses bureaux.

Néanmoins, sur les conseils du *Groupe de gestion des aéroports*, la direction tente, depuis 1986, de maximiser le potentiel immobilier de l'aéroport de Sept-Îles en offrant aux entreprises d'acquiescer des terrains aux abords des pistes. Il est d'ailleurs difficile de manœuvrer l'affiche géante à l'entrée du complexe, en bordure de la route 138, qui indique cette possibilité.

« Les résultats sont lents à

venir. Beaucoup de gens d'affaires m'ont rencontré et la venue de l'aluminerie **Alouette** a suscité un surcroît de demandes de renseignements. Mais les décideurs sont prudents et n'en sont qu'à l'étape de planification », a expliqué M. Bastarache, ingénieur de formation en poste depuis un an et demi à Sept-Îles.

Statut d'aéroport international

Un comité consultatif, où siègent, en compagnie de M. Bastarache, plusieurs représentants d'organismes publics de Sept-Îles, s'est formé il y a quelques années pour accroître les retombées économiques de l'aéroport. Le cheval de bataille de ce comité est l'obtention du statut d'aéroport international pour les installations de Sept-Îles.

« J'ai mentionné aux membres du comité qu'il ne fallait pas trop espérer de cette demande de reconnaissance, d'ajouter le directeur. L'aéroport de Québec n'est même pas qualifié de la sor-

te ! En outre, nos trois pistes ne peuvent recevoir de *Boeings* ni de *Concordes*. Toutefois, nous allons tenter

de nous positionner avantagusement dans le marché des escales techniques. » Il s'agit d'avions privés

qui font escale en certains lieux, près des côtes, pour se ravitailler principalement



Le minéral de fer constitue au moins 90 % des quelque 23 M de tonnes de marchandises expédiées via le port de Sept-Îles. De plus, d'importantes quantités de charbon transitent au large.

Un investissement total de 100 M\$ au port de Sept-Îles

En avant le monde avec le traversier-rail en 1992

Port de mer naturel en eau profonde accessible toute l'année et situé à l'entrée du Golfe et de la voie maritime du Saint-Laurent, le Port de Sept-Îles gèrera le traversier-rail qui sera construit pour 1992. On prolongera la voie ferrée jusqu'à une rampe d'accès qui amènera les convoyeurs directement dans le ventre des navires.

Des sommes de 100 M\$ ont été débloquées pour munir le secteur de Pointe-Noire des installations adéquates en fonction d'un traversier-rail et des équipements portuaires requis pour l'aluminerie **Alouette**.

Ces derniers comprennent une déchargeuse valant à elle-seule 10 M\$ pour aspirer l'alumine qui parviendra à Sept-Îles par bateau, un convoyeur sur rails de 11 mètres de large pour relier le quai aux silos (également à bâtir), où les cargaisons reçues seront entreposées, et une cour de triage capable de stocker deux fois la capacité d'un cargo.

En fait, le port de Sept-Îles, c'est la fierté des Sept-Îliens. Deuxième au Canada pour son tonnage transbordé, c'est naturellement le minéral de fer qui lui a donné naissance. La plupart des 11 quais répartis des deux côtés de l'embouchure de la baie de Sept-Îles appartiennent d'ailleurs à l'entreprise privée.

« Le minéral de fer constitue au moins 90 % des quelque 23 M de tonnes de marchandises expédiées via le port de Sept-Îles », a précisé aux AFFAIRES **Guy Gingras**, analyste-conseil

en administration.

L'activité portuaire a connu ses plus belles années vers 1979 alors que 35 M de tonnes ont transité par la baie de Sept-Îles.

Expansion du Quai de la Relance

« Actuellement, la voie de chemin de fer, originant de Labrador City, s'arrête à **Mines Wabush**. Nous allons la prolonger jusqu'au *Quai de la Relance*. De cette façon, Sept-Îles aura un lien ferroviaire avec le marché américain via Matane », commente **Gérald Tremblay**, agent administratif et financier au port de Sept-Îles.

Ce fameux Quai de la Relance, inauguré en 1986 au coût de 30 M\$ (50 M\$ si on y ajoutent les frais pour les infrastructures et pour y prolonger le réseau routier), a fait beaucoup jaser.

À l'origine, comme son nom l'indique, cette infrastructure portuaire visait la création d'emplois tout en servant, pour les entreprises, d'incitatif à venir s'implanter dans le secteur.

« Le gouvernement fédéral a effectivement pris un risque et le quai a été taxé d'éléphant blanc. Pourtant, il a servi même si ce ne fut pas à pleine capacité. C'est **Mines Wabush** qui en a été le principal utilisateur. Aujourd'hui, on se rend compte que le quai ne pourra suffire aux demandes de l'aluminerie **Alouette** pour la maintenance de l'alumine et du coke.

« Il va falloir l'agrandir, a déclaré avec une pointe de

fierté **M. Tremblay**, employé de longue date de **Ports Canada**. Nous voudrions au moins qu'il puisse accommoder deux navires simultanément. »

Tout le sol excavé pour les fins de l'implantation de l'aluminerie **Alouette** a été accumulé comme remblai le long du Quai de la Relance. On a déjà ainsi l'embryon du prolongement de cette plate-forme d'accès fluvial à Sept-Îles.

Charbon au large

Après le minéral de fer, c'est le charbon qui transite en plus grande quantité dans la région côtière de la capitale régionale de la Côte-Nord.

« Ces opérations se déroulent au large, dans la baie, et souvent sans que l'on s'en rende compte, explique **M. Gingras**. Le charbon est transbordé directement d'un cargo à l'autre. Il provient du *mid-west* américain et est destiné au Japon et aux pays européens.

« Notre avantage dans ce marché, pour lequel nous prélevons des droits selon le tonnage des bâtiments, c'est qu'une fois déchargé, le cargo peut prendre livraison dans ses cales vides du minéral de fer. »

C'est un marché non captif, ponctuel et qui ne crée pas d'emplois, ajoute pour sa part **Gérald Tremblay**, son collègue de l'administration. Au troisième trimestre de 1990, le volume de charbon transbordé a d'ailleurs chuté de 40 % par rapport à la même période en 1989.

KPMG Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne
Comptables agréés

421, rue Arnaud, Bureau 200
Sept-Îles (Québec) G4R 3B3
Téléphone (418) 962-2513
Télécopieur (418) 968-6422

Gilles Cossette, c.a.
Associé

Pierre Côté, c.a.
Associé

À LA RECHERCHE D'UNE MEILLEURE

Qualité

FAITES APPEL À LA CFP

SERVICES CONSEILS
ET AIDE FINANCIÈRE

POUR LA FORMATION
DE VOTRE PERSONNEL

CRÉDIT D'IMPÔT À LA FORMATION

EN COMPLÉMENT DE VOS
SERVICES ET PROGRAMMES



COMMISSION DE FORMATION
PROFESSIONNELLE DE LA
MAIN D'OEUVRE
DE LA REGION COTE-NORD

550, BOULEVARD BLANCHE
BAIE-COMEAU
G5C 2B3
(418) 589-3777
Ligne sans frais : 1-800-463-8548

SEPT-ÎLES
(418) 962-7888
SACRÉ-COEUR
(418) 236-4777
FORESTVILLE
(418) 587-4055
HAVRE ST-PIERRE
(418) 538-2522

des escales techniques

en carburant.

« Nous avons accueilli 300 appareils, dans ce cadre, l'année dernière, et nos statistiques nous indiquent une augmentation de cet achalandage variant entre 10 et 15 % annuellement, de poursuivre M. Bastarache. Cela a été obtenu sans que nous fassions connaître spécifiquement ce service. L'information doit circuler entre les pilotes. »

Une firme de consultants sera embauchée sous peu avec le mandat de cibler les clients des escales techniques et de faire la promotion de Sept-Îles auprès d'eux. C'est à Gander, Terre-Neuve, qu'une telle campagne pourrait enlever du volume d'affaires.

Mouvements d'aéronefs à la hausse

Sept-Îles est aussi l'un des aéroports canadiens qui enregistre le plus de mouvements d'hélicoptères.

« C'est à la forte présence d'Hydro-Québec dans la région et aux déplacements de touristes américains friands de chasse et de pêche qu'on doit ce bilan intéressant », de préciser M. Bastarache.

Les mouvements d'aéronefs ont été fortement à la hausse au premier trimestre 1990 - ce sont les seuls résultats disponibles pour l'instant -, mais le directeur de l'aéroport ne s'explique pas les raisons de cette progression.

« Alors que, au cours des cinq ou six dernières années, on remarquait des augmentations constantes de 5 %, la hausse a été de 24 % pour le seul premier trimestre de 1990 ! Et, cet été, j'ai cru constater des fréquences de vols supplémentaires de la part des transporteurs, principale-

ment par Intair et Air Alliance », a commenté le directeur de l'aéroport dont le bureau, largement vitré, surplombe les trois pistes dont la principale est longue de 2 000 mètres.

En 1989, 40 000 mouvements d'aéronefs ont été enregistrés à Sept-Îles. En outre, l'aéroport a desservi quelque 140 000 passagers. Les retombées économiques de ce trafic sont fort importantes. Non seulement le complexe fournit-il de l'emploi à 250 travailleurs et à un nombre équivalent de façon indirecte, mais sa présence génère des retombées régionales de 15 à 20 M\$ par année.

En 2001 : 60 000 passagers de plus

En outre, le directeur de l'aéroport a mis au point divers scénarios mesurant l'évolution du trafic aérien et son impact économique.

« Si je m'en tiens à mon scénario médian, 60 000 passagers supplémentaires graviteront ici en l'an 2001 et les effectifs auront grimpé à 586. Les retombées économiques dans la communauté environnante s'élèveront alors à 28 M\$ par année. »

M. Bastarache n'a, par contre, pas tenté de prévoir si le seuil de rentabilité serait alors atteint.

Malgré ces projections,

l'aérogare n'aura pas besoin de réaménagement particulier. Il a été conçu en 1978 pour suffire à un achalandage pouvant atteindre... le million de passagers.

Des pistes depuis 1929

Cependant, son origine remonte encore plus loin dans le temps. C'est la Trans-Continental Airways, en 1929, alors responsable du transport de courrier, qui a aménagé deux bandes pour atterrir à Sept-Îles afin d'améliorer son service hivernal. En 1942, l'endroit servait de base d'opération contre les sous-marins allemands.

Le ministère des Transports en est devenu propriétaire au lendemain de la guerre. En 1954, un nouvel aérogare a été construit et comprenait une tour de contrôle. Les installations ont été remplacées par des plus modernes en 1978.

Le service d'entretien de l'aérogare est constitué d'une équipe volante chargée des opérations pour les pistes plus au Nord telles Schefferville, Hâvre Saint-Pierre, Natashquan, Blanc-Sablon et Mingan. Les compagnies Aviation Québec Labrador, Inter Québec de même que Québec Cartier Mining et la IOC Aviation possèdent chacune un centre d'entretien à Sept-

Îles.

RAYMOND PRINCE



Ateliers Wood inc.

Vente, réparation et fabrication d'équipements électro-mécaniques

361, ave. Noël,
Sept-Îles,
Québec
G4R 1L8
Tél.: (418) 962-6131
Fax: (418) 962-1862

ACTIVEZ VOTRE REER DÈS MAINTENANT



C'EST PLUS PROFITABLE!

BONI
+ 1/4%*
JUSQU'AU 31 DÉC. '90

Investir dans un REER au Trust Général dès maintenant plutôt qu'en janvier ou février vous permet de placer vos revenus d'intérêts à l'abri de l'impôt tout en profitant d'un taux boni de 1/4%*. Profitez-en!

* Taux boni applicable sur les nouvelles contributions et transferts d'autres institutions



Le Trust Général met du succès dans vos affaires

Laval 682-3200 • Montréal: University 871-7200/Gouin 745-1515/P.V.M. 861-8383 • Pointe-Claire 694-5670
Vile Mont-Royal 341-1414 • Anjou 355-4780 • Outremont: Vincent d'Indy 739-3265/A Laurier 272-4777
Lasalle 366-0730 • Brossard 466-2500 • St-Lambert 466-8666 • Joliette 752-0666 • Rivière-des-Prairies 643-4040
Ste-Foy 652-7000 • Sillery 681-8282 • Québec 522-4618 • Lévis 833-4450
Chicoutimi: Racine Est 693-6000/Champs-Élysées 549-6490 • Jonquière 696-6490 • Rimouski 724-4106
Trois-Rivières: des Forges 378-7230/Royale 379-7230 • Hull 771-3227 • Sept-Îles 986-1830



ENVIRONNEMENT SCN inc.
GROUPE CONSEIL

169, rue Père Divet
Sept-Îles (Québec) G4R 3R1
Téléphone: (418) 962-1244
Télécopieur: (418) 968-0007
Tél. Baie-Comeau: (418) 589-4035

CLAUDY DESCHÈNES
Président

- Études d'impact
- Certificats d'autorisation
- Gestion des déchets dangereux
- Analyses de laboratoire
- Hygiène industrielle
- Études de ventilation
- Formation et gestion SIMDUT
- Lutte contre l'érosion
- Contrôle de la végétation



les Galeries MONTAGNAISES

LES GALERIES MONTAGNAISES, c'est plus de

- ✓ 50 boutiques et restaurants pour vous servir
- ✓ 1 300 emplacements de stationnement
- ✓ 35 000 000 \$ de ventes au détail annuellement
- ✓ 10 acres de superficie disponible pour le développement futur

LES GALERIES MONTAGNAISES,
c'est aussi une équipe

Au rythme d'aujourd'hui

1005, boul. Laure
Sept-Îles, Qc G4R 4S6
Tél.: (418) 962-4979
Fax: (418) 968-6114

L'immeuble résidentiel bouge enfin

Pendant 10 ans, aucun bâtiment résidentiel ne s'est construit à Sept-Îles. Pire encore, de nombreux immeubles à logements multifamiliaux ont été désertés, saisis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement puis placardés. De plus, le quartier de maisons mobiles, le plus grand parc du genre au Québec, s'est vidé laissant de grands trous béants. Mais, depuis 1989, tout un revirement s'est produit.

« Comme le prix des maisons s'est effondré avec la fuite de milliers de résidents que Sept-Îles a connue au début des années 80, il n'y avait plus de différence entre ce qu'il en coûtait d'être locataire ou propriétaire, a raconté aux AFFAIRES Michel Rousseau, agent du Permanent, à Sept-Îles. C'est pourquoi ces bâtisses se sont vidées petit à petit, ceux qui avaient encore un emploi préférant s'acheter une maison. »

Enthousiaste, Gilles Dechamplain, commissaire industriel de Sept-Îles, nous a décrit le miracle de 1989.

« Des bâtiments résidentiels de 20, 30 et 40 logements ont été remis en loca-

tion après avoir été réaménagés. Sur les 850 unités qui étaient abandonnées il y a un an, 700 ont été rénovées ou sont sur le point de l'être et la majorité ont trouvé preneurs.

« Et, depuis l'an dernier, de nouvelles constructions unifamiliales se sont ajoutées à la banque de logements de la capitale régionale. À la fin de septembre 1990, on comptait 65 permis délivrés pour de telles constructions. Même qu'on envisage de mettre en chantier des bâtiments de quatre et de huit logements pour l'an prochain. »

Investissements locaux

En outre, les personnes actives sur le terrain sont de la place. « Essentiellement, les acheteurs sont des résidents d'ici dans le cas des nouveaux bungalows, de révéler M. Rousseau. Ce sont d'anciens propriétaires de maisons mobiles ou des locataires qui ne veulent pas manquer leur coup et qui appréhendent une forte hausse des prix du résidentiel au printemps, avec l'arrivée des premiers travail-

leurs de l'aluminerie Alouette.

« Dans le marché du multifamilial, on a assisté à des regroupements d'hommes d'affaires et de professionnels locaux qui ont réuni du capital pour investir. Il y a également des actionnaires minoritaires du Crédit immobilier, de Montréal, qui ont été actifs à ce niveau. Les immeubles en question ont été acquis moyennant une somme de 22 000 à 24 000 \$ l'unité. La rénovation a souvent exigé une mise de fonds supplémentaire allant jusqu'à 10 000 \$ par logement. »

Le prix des maisons a naturellement pris une pente ascendante. Il faut dire que, en 1986, un bungalow se payait au prix de 1977, de préciser M. Rousseau. Dans le creux de la vague, en 1982 et 1983, des transactions se sont conclues pour 20 000 \$, dans le secteur de La Baie, et pour 35 000 à 40 000 \$ dans le secteur, aujourd'hui très recherché, de Sainte-Famille.

« Depuis 1986, le prix des bungalows a bondi de presque 10 000 \$ par année. Dans le Haut-Sainte-Famille (secteur entourant le collège

de Sept-Îles et où se retrouvent les nouvelles constructions), le bungalow standard se détaille aujourd'hui à 85 000 \$. »

L'agent du Permanent relate que les gens de l'extérieur, qui sont venus tâter le terrain avant de s'y installer, ont déclaré que les prix étaient élevés par rapport à la qualité des maisons. Et il ne leur donne pas tort. Mais la pénurie de logements qui se prépare va conduire à une escalade des prix, croient la plupart des personnes que LES AFFAIRES a rencontrées lors de son séjour à Sept-Îles.

Pénurie de logements

« Il n'y aura pas de place pour absorber tous les gens. Beaucoup d'entre eux n'auront d'autres choix que de se loger à Port-Cartier », conclut là-dessus M. Rousseau.

Son collègue, Roger Boudreau, président des Immeubles Roger Boudreau, partage sensiblement la même opinion. Pour lui, le temps est favorable à l'introduction de condominiums à Sept-Îles. La muni-

cipalité n'a pas encore goûté à cette forme de propriété en raison des circonstances exceptionnelles qu'elle vivait.

« Je connais des promoteurs locaux qui font actuellement une étude de marché pour déterminer s'ils se lanceront dans la construction d'un projet d'une cinquantaine d'unités de condo l'an prochain, a confié aux AFFAIRES le courtier. On miserait, le cas échéant, sur des copropriétés dont les prix se détailleront entre 125 000 et 200 000 \$.

« Bien sûr, la clientèle drainée par l'aluminerie Alouette est intéressante, mais avec la forte présence d'Hydro-Québec, des services gouvernementaux, de l'hôpital auquel s'ajouteront 35 nouveaux spécialistes d'ici un an et demi, le potentiel actuel est déjà important. »

C'est sur un terrain du Vieux Sept-Îles, avec vue sur la mer, que les promoteurs ont l'intention de concrétiser ce nouveau projet.

Malgré ces perspectives encourageantes du développement domiciliaire, la municipalité n'a pas prévu de plan précis pour les prochaines années. Le maire, Jean-Marc Dion, a souvent le mot prudence à la bouche. Il

ne veut pas revivre des périodes comme celle de 1970 où 1 000 maisons ont été érigées la même année à Sept-Îles.

« Nous prévoyons y aller pour une soixantaine d'unités de logement à la fois (par année), s'est-il contenté de dire aux AFFAIRES. Si un constructeur sérieux veut nous proposer de bâtir une vingtaine d'unités, il devra nous présenter un plan garantissant que l'architecture de ses maisons sera différente (d'un voisin à l'autre). »

M. Dion a précisé que deux axes de développement étaient identifiés. Le premier, destiné à de la construction unifamiliale, est le secteur près du cégep. Le second, pour le multifamilial, est dominé par la rue Comeau, non loin de là.

Sept-Îles ne veut donc pas se laisser gagner par le vent de la prospérité qui balaie ses côtes. Cela fait bien l'affaire de nombreux résidents qui ont aménagé de petits logements d'une pièce et demi dans leur sous-sol, au cours des années 70, et qui comptent bien les dépoussiérer !

RAYMOND PRINCE



... PARTENAIRE DE VOTRE RÉUSSITE EN AFFAIRES

GERARD DESCHENES
BRIGITTE CLOUTIER
représentants commerciaux
RADIO SEPT-ÎLES INC.
437, ARNAUD, SEPT-ÎLES, G4R 3B3
TEL: 962-5632
962-3838



Une station affiliée au réseau TÉLÉMÉDIA



INDUSTRIES
RAYMOND (1989) INC.

Fabrication métallique lourde
Usinage et soudure



les ERECTEURS
RAYMOND (1989) inc.

Entrepreneur général industriel
Construction: mécanique de chantier

Fiers de participer à l'essor économique de Sept-Îles

PRODUITS:

- CAISSONS D'ÉLECTROLYSE
- ASSEMBLAGE ANODIQUE
- BENNES DE CAMION HORS-ROUTE
- PRODUITS POUR LES PÂTES ET PAPIERS

MEMBRE DU GROUPE BENOIT ALLARD INC.

- Canmec Inc.
- Industries Saguenay Ltée
- Ateliers Benoit Allard Inc.
- A.B.A. Vulcanisation
- A.B.A. Hydraulique
- Pyramidex Inc.
- Kilotech Contrôle Inc.
- Lajoie Somec Inc.

431, rue Otis
Sept-Îles (Québec) G4R 1L2
FAX: (418) 962-3887

TÉL.: (418) 962-6948 • (418) 962-7123

Le Groupe de Sociétés Westcliff est venu dicter sa loi à Sept-Îles

L'arrivée du Groupe de Sociétés Westcliff dans le paysage immobilier de Sept-Îles a complètement modifié le marché des espaces commerciaux et de bureaux. En 1988, l'entreprise a mis la main sur le plus important centre commercial, *Place de Ville*, et a immédiatement ajusté à la hausse le prix de ses loyers.

« Le geste a fait bouler de neige, se remémore Michel Rousseau, agent au Permanent. Les prix sont passés de 10-12 \$ le pi² à 20 \$ aujourd'hui. »

Mais, Westcliff avait vu juste, renchérit Roger Boudreau, un courtier en immeubles. « Bien qu'aujourd'hui les seuls espaces commerciaux disponibles soient à *Place de Ville*, sa proportion de locaux libres par rapport à il y a deux ans a sensiblement diminué, dit-il. Quant aux commerces du boulevard Laure, leur prix a grimpé de 8 \$ à 12 \$ et même 14 \$ le pi², actuellement. »

Selon le président des Immeubles Roger Boudreau, ces taux demeurent nette-

ment bas comparés à des marchés similaires en province. « Pas plus loin qu'à Baie Comeau, Westcliff exploite également un centre commercial où elle demande 30 \$ le pi². »

La raréfaction des locaux disponibles à Sept-Îles forcera la construction de nouveaux projets immobiliers, croient MM Rousseau et Boudreau. Ce n'est plus qu'une question de temps, estiment-ils. M. Boudreau précise que c'est du côté des *Galerias Montagnaises*, à l'entrée nord-ouest de la municipalité, toujours le long de la route principale, qu'on verra les nouveaux locaux apparaître.

Des franchises

À la Corporation de promotion industrielle et commerciale, on a recensé 31 nouveaux commerces en 1989 et 33 nouveaux jusqu'ici, en 1990. Ce sont principalement des gens d'affaires qui affichent des bannières indépendantes. Les secteurs du commerce de détail et de l'hébergement

fournissaient près de 2 600 emplois, selon les statistiques colligées en mai 1990. Les services de restauration et d'hébergement fournissent plus de 30 % de ces emplois. Il n'est donc pas surprenant d'avoir vu les *Mike's*, *Pizza Patio* et *Journey's End* s'installer à Sept-Îles depuis 1988.

Selon MM Boudreau et Rousseau, il faut s'attendre à voir de plus en plus de franchises connues à travers le Québec venir s'installer prochainement à Sept-Îles. Pour l'instant, en parcourant la ville, on remarque une moins forte présence de succursales de grandes chaînes de commerces que dans les grands centres urbains du Québec.

Dans le marché des espaces de bureaux, bien que les besoins soient moins urgents, des projets seraient sur le point de se matérialiser.

« Il faut comprendre que des hommes d'affaires locaux se préparaient à faire des investissements de ce genre à la fin des années 70, d'expliquer aux AFFAIRES M. Boudreau, actif depuis 20



C'est à l'entrée nord-ouest de la municipalité, le long de la route principale, qu'on verra les nouveaux locaux commerciaux apparaître.

ans sur le marché immobilier. Les conditions du marché n'ont pas été propices depuis 10 ans mais, pendant ce temps, leur liquidité s'est accrue. »

Projet d'immeuble de bureaux

Ainsi, un promoteur local concocte, pour l'été prochain, un projet visant à installer un bâtiment de 30 000

à 35 000 pi² sur l'un des derniers terrains disponibles, en bordure du boulevard Laure, non loin du *Musée régional de la Côte-Nord*.

De plus, des espaces de bureaux, dans le Vieux Sept-Îles, ont été rénovés cette année et M. Boudreau croit que le phénomène va se poursuivre. Évidemment, ces plus vieux immeubles devront concurrencer les nouveaux complexes qui feront

leur apparition avec tous les attraits qu'ils comportent.

Selon cet agent d'immeuble, dans le marché des espaces de bureaux aussi c'est Westcliff, avec son *Édifice Laure*, contigu à *Place de Ville*, qui affiche les taux de location les plus élevés avec 14 à 16 \$ du pi² contre 12 et 13 \$ ailleurs.

RAYMOND PRINCE

LE CIEL NE DÉROUGIT PLUS!



Les ailes du Québec

NOUS SOMMES PLUS PRÉSENTS QUE JAMAIS À SEPT-ÎLES.

NOUS VOUS PROPOSONS EN SEMAINE 4 VOLS PAR JOUR DANS CHAQUE DIRECTION. ÇA NE DÉROUGIT PAS ! NOUS VOUS DONNONS AUSSI LA POSSIBILITÉ DE CORRESPONDRE AVEC LES VOLS INTÉRIEURS ET INTERNATIONAUX D'AIR CANADA. NOUS FAISONS VRAIMENT AVANCER VOS AFFAIRES.

Airplus

LIAISON AIR CANADA

Air Alliance

De graves pénuries de main-d'oeuvre anticipées pour 1991-1992 Main-d'oeuvre qualifiée à Sept-Îles : les entrepreneurs s'inquiètent

« Il y a un peu plus d'un an, lors de l'annonce de l'implantation de l'aluminerie Alouette, les entrepreneurs locaux ont réalisé soudainement qu'il allait leur être difficile de garder leur personnel. Ils se sentent menacés et appréhendent de perdre certains de leurs employés au profit de l'aluminerie en raison des bons salaires offerts dans ce genre de complexe industriel. »

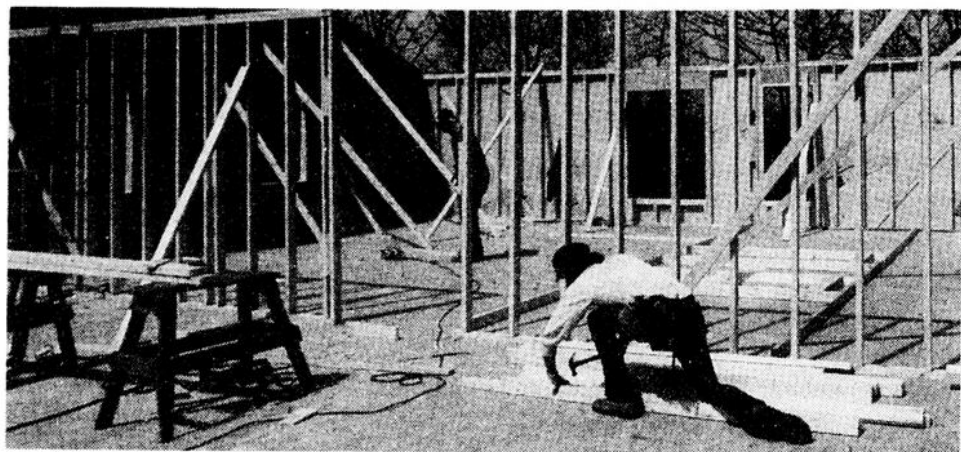
« Il est vrai qu'ils ont bien

souvent profité de la faiblesse de l'activité économique, ces dernières années, à Sept-Îles, pour rémunérer à des taux très bas leurs employés qualifiés. »

C'est ce qu'a raconté aux AFFAIRES Marcel Dupuis, coordonnateur du Comité d'adaptation de la main-d'oeuvre (CAMO) Port-Cartier/Sept-Îles. Il a ajouté que cette peur ne vient pas seule.

En effet, un relevé des be-

soins en main-d'oeuvre, effectué auprès de 30 PME de huit employés et plus, signale de graves pénuries de main-d'oeuvre anticipées pour 1991 et 1992 dans les emplois de charpentier-menuisier, électricien d'atelier, machiniste, soudeur, soudeur-assembleur et soudeur-tuyauteur. D'autres types d'emploi seront également en pénurie, mais de manière moins sévère.



En 1991 et 1992, les charpentiers-menuisiers (ci-haut) seront des denrées rares au même titre que leurs confrères électriciens d'atelier, machinistes, soudeurs, soudeurs-assembleurs et soudeurs-tuyauteurs, prévoit-on.

Une crise de l'emploi pour 1992

Comme si ce n'était pas assez, la grande entreprise perdra, entre 1992 et 1996, une grande part de ses employés qui seront mûrs pour la retraite.

« Dans certains cas, on parle de chiffres astronomiques. Il ne s'agit cependant pas d'une coïncidence. En effet, lorsqu'elle a dû sabrer dans les emplois, au début de la décennie 80, la grande entreprise a naturellement conservé les travailleurs les plus expérimentés, comme le précisaient les conventions collectives. Dans les années 90, ce personnel arrivera à l'âge de la retraite. »

Pour parer à cette crise de l'emploi, le milieu de Sept-Îles, en collaboration avec celui de Port-Cartier, a formé un CAMO territorial, ce qui est plutôt rare. Habituellement, ce genre de comité

vient plutôt dénouer des impasses ponctuelles dans des créneaux industriels bien précis.

La vaste portée de ce groupe a incité le gouvernement à allonger 75 % du budget de fonctionnement de celui-ci, laissant un solde réduit aux petites, moyennes et grosses entreprises de la région. En outre, la vie du comité ne dépassera pas trois ans. Son organisation s'est structurée le 1er mai dernier.

M. Dupuis, un ancien Gaspésien issu du milieu de l'enseignement, a élaboré un plan d'action et a rencontré les entrepreneurs et les directions des grandes entreprises locales. C'est ainsi qu'il a pu dégager les métiers professionnels et les techniques sur lesquels mettre un accent rapidement

afin de combler le grand trou d'emploi anticipé.

« Déjà, des entrepreneurs m'ont affirmé ne pas pouvoir accepter certains contrats en vertu d'un manque d'effectifs. D'autres tentent de déjouer ce problème en embauchant à l'extérieur. Les Constructions BLH, par exemple, qui donne dans la construction résidentielle et industrielle, importe jusqu'à 30 charpentiers-menuisiers. Cela coûte une petite fortune à l'entreprise juste pour loger ces travailleurs. »

Cinq nouveaux cours prioritaires

Le coordonnateur du CAMO Sept-Îles/Port-Cartier a rapidement adressé au gouvernement fédéral une requête pour que celui-ci finance cinq nouveaux cours de formation identifiés comme prioritaires par le milieu : électricité d'entretien, mécanique d'entretien, mécanique diesel, techniques d'analyses d'entretien et techniques d'instrumentation et contrôle. Une liste de candidats a déjà été dressée pour chacun de ces cours par le centre de main-d'oeuvre local.

Au moment où LES AFFAIRES l'a rencontré à son bureau du boulevard Laure, le coordonnateur du CAMO recevait un appel lui confirmant que l'État allait probablement considérer favorablement sa demande et lui donner suite rapidement. C'est une aide non négligeable de 400 000 à 500 000 \$.

« Il est important de commencer rapidement ces cours. En débutant en janvier et compte tenu de leur durée de 62 semaines, ces cours prendront fin en coïncidence avec le démarrage de la production de l'aluminerie Alouette. »

Un des cinq cours se donnera en collaboration avec le Cégep de Gaspé. Ce collège post-secondaire dispose

des ateliers requis pour l'apprentissage des techniques d'entretien. Les équipements qui s'y trouvent ont une valeur de 3 M \$.

« Nous visons quand même, à long terme, à rapatrier ce cours, ici, à Sept-Îles. Pour cette année, la formation théorique sera dispensée au Collège de Sept-Îles. Nous allons aussi tenter d'obtenir la collaboration des grandes entreprises en les invitant à nous fournir de l'équipement. Ce pourrait être des pièces qui ne servent pas actuellement ou des prêts temporaires lorsque les opérations quotidiennes n'exigent pas leur utilisation. De cette façon, une plus grande partie du cours pourrait se dérouler au cégep local. »

Éduquer les gens

M. Dupuis ne se fait quand même pas d'illusions. Malgré l'accélération des démarches, beaucoup d'entreprises ne pourront combler adéquatement des postes en leur sein durant les prochaines années.

« Parmi la population se trouvent nombre de sans-emploi à qui on a répété, par le passé, qu'en suivant des cours pour adultes, il y aurait peut-être des chances de dénicher un emploi. Si ces gens ne réalisent pas qu'il y a un renversement de la situation et que les ouvertures à l'emploi sont réelles aujourd'hui, le marché du travail sera affecté. Et j'en ai bien peur puisque les personnes en disponibilité ne sont pas habituées au phénomène qui est en train de se produire. »

Une campagne de promotion viendra tenter de convaincre la population que, après 10 ans, les temps ont changé et qu'il sera maintenant possible de monnayer ses études professionnelles.

RAYMOND PRINCE

LES CAHIERS SPÉCIAUX

LES AFFAIRES

Dossier spécial
LA SÉCURITÉ



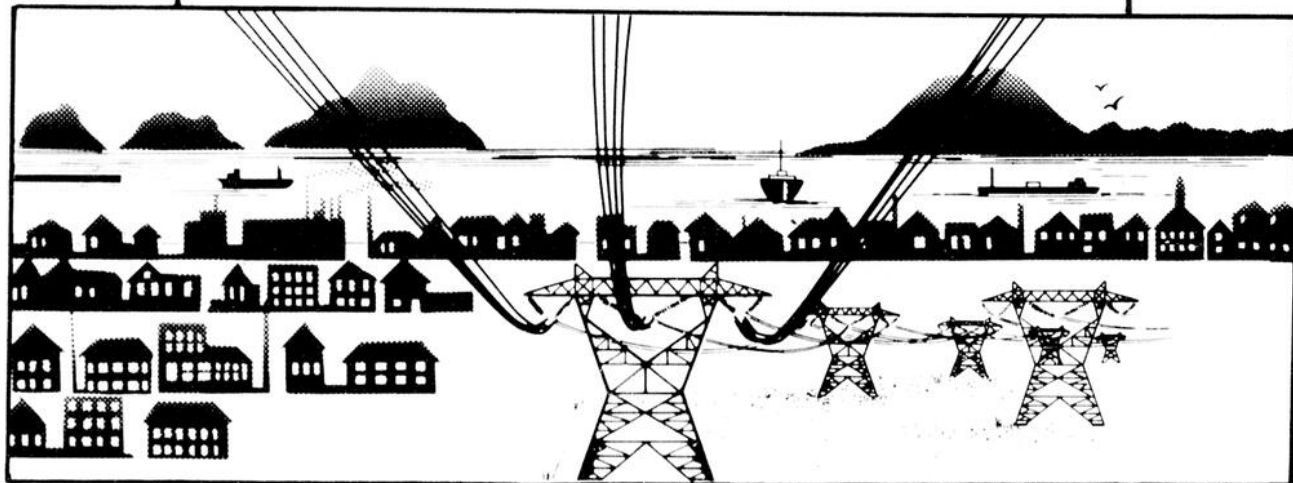
SOYEZ PRÉSENT!

MONTRÉAL: Normand BERGERON Tél.: (514) 842-6491

TORONTO: Phyllis NOWELL Tél.: (416) 499-9348

VANCOUVER: Donna FOX Tél.: (604) 688-5914

**Partenaire ...
dans la relance économique
de Sept-Îles!**



Q

Le secteur Pointe-Noire offre un potentiel énorme De la place à satiété pour accueillir les entreprises à Sept-Îles

Sept-Îles n'aura nul problème à accueillir les entreprises qui voudront s'installer sur place pour bénéficier des retombées de la présence de l'aluminerie Alouette. On pourrait même affirmer que la municipalité est prête depuis la fin des années 70.

C'est à ce moment-là, en pleine euphorie économique, que la municipalité s'est dotée d'un véritable parc industriel, près de son entrée nord-ouest, en retrait de la baie de Sept-Îles, dans la prolongement du parc de maisons mobiles Ferland.

La décision, à l'époque, n'était pas dénuée de sens. Le principal secteur des affaires, établi de part et d'autre du boulevard Laure, à l'entrée opposée de la ville, affiche d'ailleurs complet aujourd'hui.

Le parc industriel municipal, qui bénéficie de toute l'infrastructure usuelle, s'étend sur 469 acres dont seulement le quart est occupé. Les 13 entreprises qui s'y trouvent sont éparpillées sur ce vaste quadrilatère. Il n'y a pas longtemps, elles étaient encore moins nom-

breuses. En effet, après une longue disette qui n'a vu qu'un seul promoteur risquer un projet à cet endroit sur une période de cinq ans, quatre bâtiments se sont ajoutés en 1989 et 1990.

Hydro-Québec, notamment, y possède des bureaux et constitue le principal locataire des lieux. On remarque également la présence de la Brasserie O'Keefe.

« Nous voulons privilégier cet endroit pour l'implantation d'industries légères et le secteur de Pointe-Noire pour l'industrie lourde », a expliqué aux AFFAIRES Gilles Dechamplain, commissaire industriel de Sept-Îles.

Pointe-Noire : plus de 2 000 acres à développer

Pointe-Noire est le secteur où a décidé de s'installer l'aluminerie Alouette et dans lequel Mines Wabush avait jeté son dévolu en 1962 pour y exploiter le minerai de fer. Incorporé à la municipalité de Sept-Îles en 1970, en même temps

que Clarke City, le secteur de Pointe-Noire s'étend sur 8 450 acres.

On y a identifié des terres appartenant à la Couronne sur un peu plus de 2 000 acres qui seront d'abord exploitées, si intérêt il y a. Elles voisinent les installations de l'aluminerie et de Mines Wabush. Ces terrains ne possèdent pas les infrastructures nécessaires.

Déjà, on peut voir sur la route d'accès à Alouette, à quelques milliers de mètres de la barrière contrôlant l'entrée au site, une demi-douzaine de bâtiments qui ont été dressés par autant de compagnies fournissant l'aluminerie. La compagnie Béton Provincial est de ce nombre. La Corporation de promotion industrielle et commerciale soutient que les installations de l'entreprise sont permanentes et qu'elles ne seront pas démontées une fois que l'aluminerie débutera ses opérations.

Le secteur Pointe-Noire a évidemment pris de la valeur depuis deux ans. Bien qu'aucun prix officiel n'ait été divulgué aux AFFAI-



Le parc industriel municipal, qui bénéficie de toute l'infrastructure usuelle, s'étend sur 469 acres dont seulement le quart est occupé. Hydro-Québec, notamment, y possède des bureaux (ci-haut) et constitue le principal locataire des lieux.

RES par la Corporation de promotion industrielle et commerciale pour ces terrains -tout est une question de négociation-, on assure que le calcul du prix de revient est supérieur aux 3,50 \$ du m² demandé au parc industriel municipal.

« Depuis l'annonce de l'implantation d'Alouette, a admis M. Dechamplain, nous avons peu de nou-

veaux projets industriels, mais plusieurs entreprises locales ont procédé à des agrandissements. J'ai toutefois l'impression que nous assisterons bientôt à une seconde phase où nous verrons de nouvelles PME arriver à Sept-Îles. Elles seront principalement liées au secteur de la distribution. »

Le statistiques disponibles pour 1989 démontrent d'ail-

leurs que la municipalité a émis un nombre record de permis de construction et d'améliorations locatives pour la décennie 80, dans les secteurs commercial, industriel et public. Ces permis ont atteint le nombre de 77 pour totaliser une valeur de 5 M\$.

RAYMOND PRINCE

D'autres méga projets recherchés

« Il y a cinq ans, nous avons établi une stratégie en fonction de l'obtention d'un méga projet pour Sept-Îles qui relancerait les PME locales. Nous avons atteint notre but, mais tout ne s'arrête pas là. L'aluminerie Alouette, ce n'est pas assez. Il nous faut aller chercher deux, trois et même quatre autres projets importants pour Sept-Îles. Il faut poursuivre notre diversification. »

Tels sont les propos de Gilles Cossette, président de la Corporation de promotion industrielle et commerciale de Sept-Îles. Il af-

firme, en outre, que c'est encore en tablant sur les ressources naturelles de l'endroit que ces projets se concrétiseront.

Projet de transport d'hydrogène liquide

« Nous discutons naturellement avec Hydro-Québec de l'opportunité pour elle d'ériger un barrage sur la rivière Sainte-Marguerite. L'investissement atteindrait 1,5 milliard \$. Avec la Communauté économique européenne, nous sommes en pourparlers depuis 1988

pour un projet de transport d'hydrogène liquide. L'étude finale sera réalisée en début d'année prochaine et, s'il se réalise, ce projet entraînera des retombées totales de 500 M\$ (dont 150 M\$ sont assurés pour Sept-Îles). »

Associé dans la firme comptable Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne, M. Cossette affirme que, une fois ces projets et d'autres dont il ne veut pas révéler la teneur enclenchés, Sept-Îles devra aller chercher des entreprises de transformation de ses matières premières.

QUAND ON A DES OBJECTIFS ÉLEVÉS

Samson Bélair/Deloitte & Touche, comptables agréés et conseillers en management.

Au coeur des affaires à Sept-Îles.

106, rue Napoléon
bureau 402
Sept-Îles (Québec)
G4R 3L7

(418) 968-1311

Samson Bélair
Deloitte &
Touche



IL FAUT AUSSI AVOIR DES APPUIS SOLIDES



Service d'aide professionnelle aux entreprises

GCEE

Groupe conseil en création d'emploi de la MRC Sept-Rivières inc.

(418) 962-7242

Jacques Godin
Directeur général

CAE

Centre d'aide aux entreprises Côte-Nord inc.

(418) 962-7233

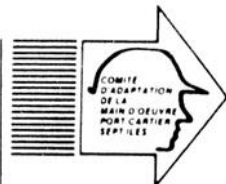
Sylvain Roy, M.A.
Directeur général

CADC

Comité d'aide au développement des collectivités

(418) 962-2256

Denis Lacerte
Directeur général



CAMO

Comité d'adaptation de la main-d'oeuvre Port-Cartier/Sept-Îles

(418) 962-9480

Marcel Dupuis, M. Sc.
Coordonnateur

Les rumeurs d'une réouverture de l'usine de bouletage sont niées

L'Iron Ore a survécu à l'effondrement du marché

Iron Ore, devenue IOC pour se plier aux exigences de l'Office de la langue française, est toujours active à Sept-Îles. La compagnie minière est demeurée l'employeur privé le plus important de la municipalité même si ses effectifs ont été amputés de plus de la moitié depuis 1980. IOC appartient maintenant à un consortium formé de

trois entreprises américaines, Bethlehem Steele, M.A. Hanna et National, et deux canadiennes, Dofasco et Labrador Mining.

Beaucoup ont cru que si Iron Ore avait bouclé ses valises à Schefferville et Gagnon, elle en ferait autant à Sept-Îles. Elle ne l'a pas fait mais, si la capitale de la Côte-Nord a été en partie épargnée, elle le doit à son

port de mer et au chemin de fer privé de l'entreprise, le QNS&L qui y aboutit.

Les 850 employés permanents -les effectifs ont grimpé cette année jusqu'à 1 000 en raison des fluctuations saisonnières- se répartissent entre les bureaux administratifs de la multinationale, le service d'entretien du réseau ferroviaire et les opérations de manutention

du minerai de fer qui parvient de Labrador City, à Terre-Neuve.

C'est l'arrêt des activités à son concentrateur et à son usine de bouletage, en 1981, qui a précipité Sept-Îles dans une récession dont elle se relève à peine. Les effectifs ont sans cesse décliné

pour atteindre un creux en 1987 avec moins de 700 travailleurs, incluant les employés saisonniers. La reprise de la demande du minerai de fer, l'année suivante, a fait remonter au niveau actuel les besoins de l'entreprise.

« Présentement, notre usi-

ne de Labrador City fonctionne à plein. Et nous envisageons une bonne année, également en 1991. Pour la suite, j'aime mieux ne pas m'aventurer à faire des prédictions, de dire Jean-Pierre Maltais, gérant des affaires publiques et corporati-



INNU TAKUAIKAN
UASHAT MAK MANI-UTENAM

UN SAVOIR MILLÉNAIRE
À VOTRE SERVICE
POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

C.P. 8000 - 1089 DEQUEN, SEPT-ÎLES, Qc G4R 4L9
TÉL.: (418) 962-0327 - FAX: (418) 968-0937

Un partenaire de choix

VOTRE
ENTREPRISE
CONNAÎT

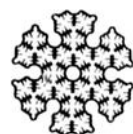
- des changements technologiques
- des changements économiques
- des changements sociaux

VOUS
VOULEZ

- accroître la productivité
- devenir ou demeurer concurrentiel
- maintenir votre personnel motivé et intéressé
- gérer des ressources humaines qualifiées
- recevoir une formation adaptée à vos exigences
- retirer des bénéfices tangibles de la formation

VOUS
DEVEZ

- investir dans la formation de vos ressources humaines
- assurer une formation de qualité à vos ressources humaines
- appeler la Direction de la formation aux adultes et aux entreprises



CEGEP DE SEPT-ÎLES
175, DE LA VÉRENDRYE
SEPT-ÎLES (QUÉBEC) G4R 5B7
TÉLÉPHONE: (418) 962-9848, POSTE 248
FAX: (418) 962-2458

Ateliers Wood : une PME manufacturière à contre-courant

Alors que l'économie septilienne partait à la dérive au cours des années 80, quelques petites PME manufacturières, qu'on peut compter sur les doigts d'une seule main, réussissaient non seulement à bien ramer à contre-courant mais encore à prendre une forte expansion.

Ateliers Wood appartient à cette catégorie.

« C'est un accident de parcours qui nous a sauvé, a confié aux AFFAIRES Mario McDonald, président de l'entreprise. En 1979-1980, nous avons opté pour la diversification de notre entreprise. Nous ne réalisons pas alors toute l'importance de ce geste. »

La compagnie, fondée en 1957 par Earl Wood et axée sur la réparation de petits moteurs électriques, avait déjà étendu ses activités aux composantes électromécaniques lourdes lorsque M. McDonald et trois de ses collègues en ont pris possession, en 1974.

Lors de la diversification vers de nouveaux secteurs connexes comme l'usinage de précision et les services mécaniques, Ateliers Wood a exploré le marché au-delà des frontières de la région.

« Aujourd'hui, nous nous approchons d'un juste équilibre entre la part des contrats obtenus sur la Côte-Nord et en Gaspésie et dans le reste de l'Amérique du Nord », d'indiquer cet homme natif de Matane, arrivé sur la Côte-Nord à 20 ans, en 1960, et qui a roulé sa bosse dans le transport et la distribution avant d'entrer, trois ans plus tard, aux Ateliers Wood.

Une taille relativement imposante

En 1980, l'entreprise, localisée dans le secteur des affaires à Sept-Îles, près de l'entrée sud de la ville, comptait 20 employés. En 1985, ce nombre passa à 35. Aujourd'hui, 75 employés dépendent de ses activités.

Parmi ceux-ci, une douzaine travaillent à Baie-Comeau où Ateliers Wood a

procédé à sa première acquisition en 1988. Il s'agissait simplement d'une diversification géographique puisque la firme acquise oeuvre dans le même champ d'activités, quoiqu'à plus petite échelle.

En fait, la taille d'Ateliers Wood en fait une exception dans son domaine. C'est que 97 % des 60 PME manufacturières de Sept-Îles comptent moins de 50 employés. Les 63 employés de M. McDonald à Sept-Îles représentent une proportion relativement élevée des 836 travailleurs reliés à ce secteur d'activités.

« En 1987, nous avons remis l'entreprise en question, d'ajouter, par ailleurs, le président de l'entreprise. Nous avons opté pour une concentration dans cinq secteurs précis plutôt que de continuer à nous éparpiller : l'électromécanique, la soudure et le recouvrement des métaux, l'automotive (reconstruction de composantes de moteur à combustion interne, essence et diesel) et l'ingénierie.

« Nous avons, depuis, injecté 1 M\$ pour de l'achat d'équipement et dans des travaux d'agrandissement et nous nous sommes concentrés à tisser des liens avec des partenaires industriels nord-américains majeurs. C'est ainsi que, depuis 1987-1988, nous avons décroché des contrats de Bombardier pour de la remanufacturation de composantes d'entraînement de locomotives. »

C'est probablement là que l'idée de se faire spécialiste du rail a germé dans la tête des dirigeants de Ateliers Wood. Via et Canadien Pacifique ont ensuite accordé quelques contrats à la petite entreprise de Sept-Îles. Déjà, avec les exploitants miniers de la Côte-Nord, Ateliers Wood fabriquait des pièces qui allaient dans les camions de mines et les foreuses.

« Et l'aluminerie Alouette vient avec un lien ferroviaire. Nous saurons tôt ou tard faire valoir auprès de cette entreprise notre grande expertise dans ce domaine. »

En fait, la PME que préside M. McDonald a déjà décroché des contrats avec l'aluminerie. C'est elle qui, sur le chantier, voit à l'entretien de certaines pièces d'équipement comme la génératrice d'urgence et des appareils de levage.

Une autre expansion prévue pour 1991

Par ailleurs, il n'est pas surprenant d'apprendre qu'Ateliers Wood n'est pas automatisée. La firme a fait sa niche dans des créneaux spécialisés délaissés par la concurrence. Elle réalise donc de très petits volumes.

« Nous avons commencé à réévaluer les tâches personnelles de chacun de nos employés depuis l'an dernier. Nous allons instaurer un programme de formation l'an prochain. Nous examinons aussi un projet d'expansion pour 1991 qui nous permettrait d'ajouter des surfaces de production. Nous pourrions aller dans la direction d'une semi-automatisation en instaurant une ligne de production. »

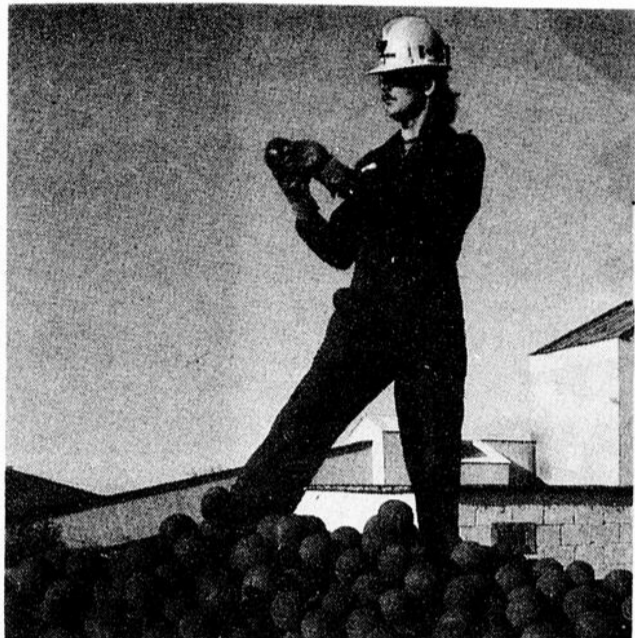
M. McDonald ne veut pas dévoiler son chiffre d'affaires. Il parle cependant de retombées économiques régionales de 2 à 3 M\$ par année grâce à la présence d'Ateliers Wood.

Il croit que la conjoncture actuelle et son éventuelle collaboration au TGV de Bombardier pourrait faire doubler ses revenus d'ici 1995. Parmi ses autres prospects se retrouve le premier fabricant d'automobiles nord-américaines, General Motors.

« Nous faisons beaucoup de recherche et développement avec nos clients, dont les opérateurs miniers, et aspirons à la qualité totale », de déclarer M. McDonald.

Malgré les succès de son entreprise, le président d'Ateliers Wood a confié aux AFFAIRES, devant son directeur des ventes et du marketing, Jean-Pierre Masson, qu'il serait ouvert aux offres d'une multinationale désireuse de mettre la main sur l'entreprise.

du fer



L'arrêt des activités de l'Iron Ore à son concentrateur et à son usine de bouletage, en 1981, avait précipité Sept-Îles dans une récession dont elle se relève à peine.

ves. Nous ne connaissons pas encore les effets de la diminution des ventes au détail d'automobiles américaines, mais nos clients japonais nous ont affirmé être acheteurs de toute production de concentré de fer en 1991. »

Bon an, mal an, des rumeurs circulent, à Sept-Îles,

sur la réouverture de l'usine de bouletage de l'IOC. Or, M. Maltais nie qu'il y ait quelque plan que ce soit en ce sens.

« Il faut comprendre que la réouverture de ces installations exigerait un investissement de 150 M\$, principalement requis pour les rendre conformes aux nor-

mes environnementales. Avant de remettre en marche l'usine, il nous faudrait bien en main un contrat de production visant au moins 6 M de tonnes de minerai et pas une demande pour six, neuf ou 12 mois, mais une entente à plus long terme. »

Les Septiliens devront se contenter de compter sur l'un des plus importants terminus d'expédition en vrac du continent. L'an dernier, 230 minéraliers ont englouti dans leur cale 15 M de tonnes de minerai de fer raffiné qu'ils sont allés transborder ailleurs en Amérique du Nord, en Europe et en Asie.

L'IOC a indiqué son intention d'investir 500 M\$ d'ici cinq ans pour rénover son équipement minier plus au nord. C'est, par ricochet, une confirmation de la poursuite à Sept-Îles de ses opérations de manutention.

Enfin, IOC fera sa part pour rompre le silence qui a été le sien depuis 10 ans et qui explique la méconnaissance des Québécois à son sujet.

RAYMOND PRINCE

- Transport général et spécialisé
- Manutention d'équipement et de marchandises
- Arrimage
- Débardage

PORLIER
PORLIER EXPRESS INC.

Sept-Îles (418) 962-3073
Quai de la Relance (418) 962-3832



(418) 962-9891

LES DÉMÉNAGEMENTS DU GOLFE INC.

- Déménagements locaux et interurbains
- Emballage et déballage
- Mise-en-caisse et entreposage

LE SPÉCIALISTE DE LA MÉCANIQUE DIESEL ET DU CAMION SUR LA CÔTE-NORD

- La vente et le rebâtissage de moteurs diesel (routier, marin et industriel), transmission, différentiel, pompe à injection, etc.
- banc d'essai jusqu'à 900 hp (dynamomètre)

315, av. Otis, Sept-Îles • G4R 1K9 • Fax: (418) 962-3067

CENTRE DE MÉCANIQUE SEPT-ÎLES INC.



(418) 962-4057

Hewitt Équipement Ltée

est fier de participer
à l'essor économique
de Sept-Îles en offrant un
«Service par Excellence»
depuis trente-deux ans.

Pointe-Claire (514) 630-3100
Baie-Comeau (418) 296-3003
Chicoutimi (418) 545-1560
Hull (819) 770-1601



Québec (418) 878-3000
Sept-Îles (418) 962-7791
Trois-Rivières (819) 371-1005
Val-d'Or (819) 825-5494

SERVICE PAR EXCELLENCE



LEADERSHIP

QUÉBÉCOIS

LA FUSION FAIT LA FORCE

Tous trois diplômés en arts graphiques et mordus du métier, Philippe Bouvry, Gilles Bienvenu et Serge Castonguay ont créé, en 1987, une entreprise qui a fait sa marque.

Leur philosophie est fort simple. La firme se définit comme un partenaire plutôt qu'un fournisseur pour ses clients. La qualité des relations humaines avec les clients prime par dessus tout.

Pour mener à bien divers projets, la firme consacre beaucoup d'énergie. Et, tout dernièrement, la méthode a fait ses preuves lors de la réalisation d'un grand projet confié à Bouvry, Bienvenu, Castonguay et associés par la pétrolière Sergaz. Une année de travail intensif et plusieurs étapes ont permis de développer une nouvelle signature, (logo), le design des stations, la flotte de camions, les uniformes. En bref, le nouveau visage de la seule pétrolière québécoise.



Malgré cette réussite, il reste encore plusieurs défis de taille pour la firme. La passion du métier est encore ce qui réunit les trois associés, entourés d'une équipe aussi éprise qu'eux de l'impeccable. Voilà peut-être la vraie fusion, la véritable force.

EN COLLABORATION AVEC

LES AFFAIRES



Chambre de
Commerce du
Montréal
Métropolitain

cjms128
RADIO AM STEREO
AU RESEAU RADIOMUTUEL

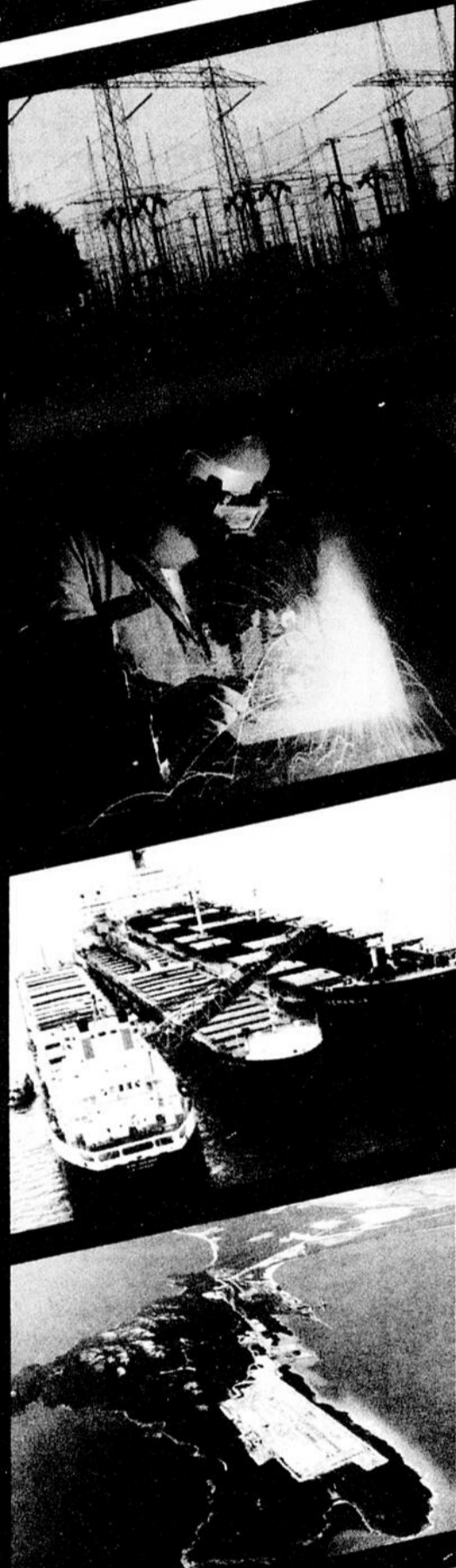
Sept-Îles: LA SOLUTION

Énergie
électrique

Des gens
de défi

Port en
eau
profonde

Sites
industriels



L'Hydro-Québec assure à l'industrie sept-ilienne une alimentation continue en énergie électrique et ce, à partir d'un poste de transformation (Poste Arnaud) situé à quelques kilomètres de la ville. Ce dernier reçoit son alimentation à partir de Churchill Falls et/ou du complexe Manic/Outardes par trois lignes de 735 kv. passant à l'intérieur des limites municipales. Cette ligne à haute tension demeure l'une des plus puissantes à être utilisée mondialement. Sept-Îles, là où le terme "puissance énergétique" est un avantage qui devient vite un bénéfice.

Sept-Îles doit son titre de métropole de la Côte-Nord à des activités industrielles d'importance l'ayant radicalement transformée et aussi, en très grande partie, grâce à sa population. La main-d'oeuvre régionale est abondante et familière avec les procédés et les structures des industries de fabrication et transformation. On y retrouve une main-d'oeuvre qualifiée de travailleurs spécialisés ainsi qu'une expertise enviable au niveau du personnel-cadre, de même que du génie industriel.

Le port de Sept-Îles, très grand port naturel en eau profonde, est situé sur la rive nord du St-Laurent à 135 km (85 milles) en amont de l'île d'Anticosti. Il comprend une baie quasi-circulaire de 8 à 10 km (5 à 6 milles), très bien protégée par un groupe de sept îles à son entrée et d'accès direct à l'océan Atlantique par le golfe St-Laurent avec plus de 80 m (260 pi.) d'eau à l'entrée. Tenant compte des qualités de son hinterland et des caractéristiques essentielles des super-ports, ses avantages le situent parmi les meilleurs sites de la côte est de l'Amérique du Nord. Avec ses 25 millions de tonnes de marchandises manutentionnées annuellement, le port de Sept-Îles se classe deuxième en importance au Canada, après celui de Vancouver.

La région de Sept-Îles, de par sa situation géographique, possède de vastes espaces industriels qui n'attendent qu'à être développés. Ainsi, le secteur de Pointe-Noire offre à l'industrie lourde près de 2000 hectares de terrain, un super-port, son futur traversier-rail ainsi que différents services publics. Quant au parc industriel municipal, sa proximité du centre-ville et son accessibilité aux différents services en font un site des plus intéressants pour l'industrie légère.

SEPT-ÎLES
PARTENAIRE DU QUÉBEC DANS
LE DÉVELOPPEMENT DU ST-LAURENT

Corporation de promotion
industrielle et
commerciale



de Sept-Îles inc.

Pour plus d'information, contactez:
Gilles Dechamplain
Commissaire industriel
Denis Clements
Agent de recherche

546, av. Dequen
SEPT-ÎLES, Québec G4R 2R4
Tél.: (418) 962-7677
Télécopieur: (418) 964-3213